

« Face aux flux migratoires, nous, les maires, sommes au pied du mur »

Dans une tribune collective au « Monde », des édiles de grandes villes s'alarment de la pénurie de moyens mis à disposition par l'Etat pour accueillir les migrants.

Les flux migratoires, qui se sont renforcés ces dernières années en Europe, sont la conséquence de réalités internationales, avec ses crises humanitaires, géopolitiques, économiques, écologiques. L'année 2017 s'achève sur une hausse massive de la demande d'asile et l'arrivée des nouveaux arrivants met sous une extrême tension – particulièrement avec le début de la vague de froid – les politiques publiques et institutionnelles classiques. Dans une proportion jamais connue jusqu'alors, les dispositifs alloués à l'hébergement des demandeurs d'asile, pilotés par l'Etat, souvent avec l'appui de nos collectivités, sont en effet complètement saturés, et ce malgré l'augmentation régulière du nombre de places... L'évidence est là, sous nos yeux, dans nos rues, dans les foyers et les centres d'hébergement : il y a urgence.

Une urgence sociale. Une urgence de solidarité. Carrefours de toutes les migrations, nos villes sont, sur ce sujet comme sur d'autres, en première ligne. Nous ne pouvons, nous ne devons, nous résigner au drame humain, social et sanitaire que constitue le déracinement des migrants. Chaque mois, plusieurs milliers de personnes arrivent dans nos villes. Intégrer celles et ceux reconnus réfugiés et venir en aide aux déboutés du droit d'asile qui malgré tout restent sur notre territoire est un enjeu majeur.

Au front face aux personnes en détresse

Nous sommes au pied du mur. L'Etat, qui – rappelons-le – est en responsabilité pleine et entière sur la mise en œuvre de la politique migratoire et de l'accueil des migrants, mais aussi de celles de l'hébergement et du traitement des dossiers de demande d'asile, doit faire plus que reconnaître la gravité de la situation actuelle. Il doit, sur tous ces fronts, engager de nouvelles mesures, aussi fortes qu'innovantes, pour se hisser enfin à la hauteur de la crise que nous traversons.

Or, pendant ce temps, nos villes agissent et franchissent de nouvelles étapes. Car ce sont bien nous, les maires, à la tête de grandes villes de ce pays, qui sommes au front face aux personnes en détresse, aux citoyens, aux associations. Confrontés à l'insuffisance de l'accueil et de l'hébergement, nous nous impliquons, car nous connaissons notre territoire, nous pouvons en mesurer les attentes, stimuler la générosité et faire fructifier avec l'ensemble de nos concitoyens un capital de solidarité. Nous, maires, en sommes convaincus : nos villes sont prêtes à repenser des réponses aux défis que nous impose cette situation inédite, face à laquelle l'Etat ne peut plus se contenter de places supplémentaires d'hébergement, ouvertes quelques semaines en période de froid puis fermées aux beaux jours.

Nos actions doivent aussi s'inscrire dans une vision européenne. Chez nombre de nos voisins, des villes aussi s'organisent pour répondre à la crise migratoire. L'échange d'expérience doit être encouragé à travers les grands réseaux européens comme Eurocities. Les villes sont ainsi en capacité de faire entendre leur voix dans le débat autour d'une politique européenne d'immigration plus forte et plus cohérente et de peser au niveau multilatéral, notamment avec l'organisation Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), dans l'élaboration du futur pacte mondial de l'ONU sur les migrations.

Véritable plan d'accueil

Dans ce contexte tendu, nous devons désormais réfléchir sans délai à la mise en place d'un réseau solidaire entre les villes de France et qui, en lien avec les

réseaux existants, se consacre à cette question. Nous souhaitons rapidement une rencontre élargie avec l'Etat au plus haut niveau. Il appartient à ce dernier d'agir vite pour proposer les conditions d'accueil et d'inclusion sociale les meilleures aux demandeurs d'asile, réfugiés et nouveaux arrivants issus de l'immigration sur notre territoire. Notre réseau a vocation à être un interlocuteur majeur de l'Etat. Ce dernier doit, en ce domaine particulièrement, assumer ses pouvoirs régaliens, financer ces actions développées et proposer un cadre de travail clarifié avec les collectivités en vue d'un véritable plan d'accueil des migrants, qui réponde à leurs droits fondamentaux (nourriture, accès aux soins...).

Accueillir dignement les nouveaux habitants relève de nos responsabilités à tous. Pour nos villes et nos territoires, et pour nous les maires qui y sommes en responsabilité, cet accueil est une véritable obligation éthique et un défi que notre humanité doit relever.

Nathalie Appéré, maire de Rennes (PS) ; Martine Aubry, maire de Lille (PS) ; Alain Juppé, maire de Bordeaux (LR) ; Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse (LR) ; Eric Piolle, maire de Grenoble (EELV) ; Roland Ries, maire de Strasbourg (PS, à l'initiative de l'appel) ; Johanna Rolland, maire de Nantes (PS)